

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Éthiopie, B.P: 3243 Tél.: (251-11) 5513 822 Télécopie: (251-11) 5519 321
Courriel: situationroom@africa-union.org

**RÉUNION INAUGURALE DU
GROUPE INTERNATIONAL DE CONTACT
SUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (GIC-RCA)**

**3 MAI 2013
BRAZZAVILLE, RÉPUBLIQUE DU CONGO**

**ALLOCUTION DE L'AMBASSADEUR RAMTANE LAMAMRA,
COMMISSAIRE À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ DE L'UA**

ALLOCUTION DE L'AMBASSADEUR RAMTANE LAMAMRA,
COMMISSAIRE À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ DE L'UA À L'OUVERTURE DE LA
RÉUNION INAUGURALE DU GROUPE INTERNATIONAL DE CONTACT
SUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (GIC-RCA)

- Excellence Monsieur le Président Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo, Président du Comité de Suivi de l'Accord de Libreville du 11 janvier 2013 sur la RCA
- Excellence Monsieur le Président Jacob Zuma, Président de la République sud-africaine
- Me Nicolas Tiangaye, Premier Ministre du Gouvernement d'Union nationale de la République centrafricaine,
- Mesdames, Messieurs les Membres du Gouvernement de la République du Congo
- Mesdames et Messieurs les Ministres, Chefs de Délégation,
- M. Tayé Zerihoun, Sous Secrétaire Général des Nations unies pour les Affaires politiques,
- Monsieur le Secrétaire général de la CEEAC,
- Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations internationales et Chefs de délégations membres du GIC-RCA,
- Distingués invités,
- Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur pour moi de prendre la parole à l'ouverture de cette réunion inaugurale du Groupe international de contact sur la République centrafricaine (GIC-RCA). C'est pourquoi, je tiens à ce que mes premiers mots, au nom de la Commission de l'UA et de sa Présidente, Dr Nkosazana Dlamini Zuma, soient pour exprimer la gratitude de l'UA au Président Denis Sassou Nguesso, pour la grande disponibilité et le grand engagement dont il fait preuve s'agissant du règlement de la crise centrafricaine. Avec lui, je voudrais saluer le Président Idriss Déby Itno, Président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), et l'ensemble des Chefs d'Etat de l'Afrique centrale pour leurs efforts méritoires tendant à aider la RCA.

C'est également le lieu, pour moi, de dire la haute appréciation de l'UA au Président Jacob Zuma, pour s'être investi dans le développement des capacités de l'Afrique en faveur de la prévention et de la résolution des conflits, tout particulièrement en RCA. Je tiens à le remercier, en notre nom à tous, pour avoir rehaussé de sa présence cette réunion inaugurale du Groupe international de contact sur la RCA.

Messieurs les Présidents

Mesdames et Messieurs les Ministres

Distingués invités

La première réunion du GIC-RCA, à laquelle nous prenons part aujourd'hui, vient mettre en évidence la nécessité d'une conjugaison accrue de nos efforts, ceux de la région de l'Afrique

centrale, de l'UA, ceux des partenaires de l'Afrique et ceux de la Communauté internationale dans son ensemble, pour trouver des voies de sortie effective de la crise que traverse la RCA et relever les défis qui y interpellent puissamment nos valeurs partagées.

En effet, il y a urgence en RCA.

Urgence à mettre un terme aux violences, aux viols, aux meurtres, aux pillages, aux destructions, aux violations graves et répétées des droits de l'homme, au désordre, à l'impunité.

Urgence à organiser une assistance humanitaire à grande échelle aux populations se trouvant dans le dénuement et le besoin.

Urgence à restaurer la paix sociale, la sérénité et à nourrir l'espérance des populations.

Urgence à remettre l'administration publique et les services publics, ainsi que l'économie, sur les rails, en redonnant confiance aux opérateurs nationaux et internationaux.

Urgence à lancer la Transition inclusive et à la faire conduire par des Institutions consensuellement formées jusqu'au retour à l'ordre constitutionnel au moyen d'élections libres, régulières et transparentes.

A ce stade de mon propos, permettez-moi de rappeler les mises en garde du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, dès décembre dernier, contre les risques d'une détérioration de la situation politique et sécuritaire en RCA. Le Conseil a anticipé l'ampleur des difficultés à résoudre une crise en RCA quand on ne parvient pas à la prévenir. La fermeté du Conseil avait surpris plus d'un. En fait, l'avertissement lancé par le Conseil va bien au-delà du cas de la RCA et tend à tirer les leçons des raccourcis trop souvent empruntés pour parvenir à une sorte de fausse alternance au pouvoir à travers des coups d'Etat militaires et des rébellions armées. L'Afrique ne peut avoir d'autre attitude alors qu'elle célèbre le cinquantenaire de l'OUA-UA sous le double signe du Panafricanisme et de la Renaissance africaine.

La tâche en RCA s'annonce longue, complexe et ardue. Elle exigera de la patience et de la persévérance, tant les obstacles à franchir sont multiples et les causes de la crise profondes.

De fait, les attentes du peuple centrafricain sont légitimement élevées tant il est vrai que tout reste à faire dans le pays, à commencer par la préservation de l'intégrité physique des personnes. C'est pourquoi, les résultats des travaux de cette première réunion du GIC-RCA doivent pouvoir les rassurer quant aux mesures envisagées sur le plan sécuritaire, sur l'avenir politique immédiat du pays et sur la gestion de cette période de transition. La même assurance est requise s'agissant des besoins et du sort de milliers de leurs compatriotes déplacés à l'intérieur ou réfugiés dans les pays voisins.

Sur toutes ces questions, les éclairages du Premier Ministre Nicolas Tiangaye et l'apport des uns et des autres doivent nous permettre de progresser résolument sur des pistes nouvelles, d'extirper les racines de ce mal récurrent que sont ces crises militaro-politiques qui rongent la RCA depuis des décennies. Ces pistes de solutions nouvelles que nous devrions envisager doivent s'inscrire dans la logique de l'appropriation par les Centrafricains de la sortie de crise et, au-delà, de l'assurance d'un avenir qualitativement meilleur pour le peuple centrafricain et pour tous les peuples de la région qu'affectent les turbulences trop fréquentes qui secouent la RCA.

**Excellences Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Distingués invités,**

Les Chefs d'Etat de la CEEAC, lors de leur 4^{ème} Sommet extraordinaire à Ndjamena, le 18 avril dernier, ont tracé la voie à suivre, à travers les éléments pour une feuille de route sur la transition qu'ils ont adoptés. Il convient d'y arrimer nos démarches et propositions, afin d'aider les acteurs politiques et la société civile centrafricaine à se doter des outils nécessaires pour restaurer l'ordre constitutionnel, et ouvrir de nouvelles perspectives pour le pays dans la sécurité, l'unité et la réconciliation nationales.

Je suis heureux de constater que dans cet élan de solidarité à l'endroit de la RCA, de nombreux partenaires sont déjà mobilisés, et qu'ils ne manqueront pas de contribuer au redressement de la situation.

Les décennies d'instabilité chronique qu'a connues la RCA ont créé un effet d'accoutumance à la récurrence des crises dont les causes structurelles n'ont pas encore été dûment traitées. Le GIC-RCA que nous mettons aujourd'hui en place doit nous permettre de démontrer que la RCA reçoit enfin l'attention internationale qu'elle mérite. Les conséquences négatives de l'inaction, au triple plan national, régional et international, seraient trop lourdes si l'occasion d'agir ensemble qui s'ouvre aujourd'hui à nous n'était pas saisie. Je veux croire qu'elle le sera.

Je vous remercie de votre attention.

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CABINET**

**REPUBLIQUE DU CONGO
Unité – Travail – Progrès**

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR DENIS SASSOU-N'GUESSO
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
A L'OUVERTURE DES TRAVAUX DU GROUPE
INTERNATIONAL DE CONTACT SUR LA SITUATION
EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

Brazzaville, le 2 mai 2013

- **Monsieur le Président Jacob ZUMA et Cher Frère,**
- **Monsieur le Premier Ministre TIANGAYE et Cher Frère,**
- **Mesdames et Messieurs les Ministres et Chefs de délégations,**
- **Monsieur le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union Africaine,**
- **Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs e Chefs de missions diplomatiques,**
- **Mesdames et Messieurs les délégués,**
- **Mesdames et Messieurs.**

Depuis la résurgence des violences en Républiq Centrafricaine en décembre 2012, les dirigeants l'Afrique Centrale, qui n'ont ménagé aucun effort, auc sacrifice, pour se tenir aux côtés de leurs frères et soe pendant près de deux décennies, ont multiplié rencontres au Sommet, pour rechercher les voies d' sortie de crise durable.

Ainsi, à Ndjamena trois (3) fois, à Libreville, et aujourd'hui à Brazzaville, en étroite collaboration avec les partenaires traditionnels de la République Centrafricaine, nous nous retrouvons régulièrement pour envoyer un message de solidarité, arrêter les grandes lignes d'une action internationale à la hauteur des défis lancés.

Les défis sont immenses, comme le démontre le projet d'ordre du jour qui nous est soumis. Des problèmes de politique et de gouvernance aux questions humanitaires, des préoccupations de sécurité des personnes et des biens à la nécessaire assistance économique et financière d'urgence à apporter, tout indique que nous devons, en urgence, agir ensemble pour accompagner la transition qui s'ouvre et nous assurer que les engagements seront pris, que les acteurs centrafricains auront pris toute la mesure du péril qui guette leur pays.

Une fois de plus, nous interpellons leur conscience patriotique, pour qu'ils s'oublient, au profit du destin de leur nation aujourd'hui gravement menacée. C'est l'heure d'un ultime sursaut national, pour engager la République Centrafricaine sur la trajectoire de la renaissance africaine. La tragédie actuelle n'est pas une fatalité !

Je salue l'engagement de la communauté internationale aujourd'hui mobilisée au chevet de la République Centrafricaine.

Les partenaires bilatéraux, comme l'Afrique du Sud, dont j'apprécie hautement la participation, à travers la présence remarquée de mon Frère le Président **Jacob ZUMA**, les partenaires multilatéraux, tous ici représentés sont soucieux d'adopter aujourd'hui une feuille de route pour une transition inclusive, apaisée, qui permette au terme des délais retenus, un retour à l'ordre démocratique au moyen d'élections libres, transparentes, crédibles.

Mais, comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner en d'autres circonstances, ce processus ne peut aboutir sans un accompagnement international vigoureux, sans un minimum d'assistance économique et financière d'urgence, puisque cette crise se déroule sur fond de misère et de pauvreté. L'urgence est de plusieurs ordres, mais avant tout sécuritaire, humanitaire et économique.

Au regard des enjeux, nous avons voulu ne considérer que l'urgence de voler au secours d'un peuple en danger.

Je me réjouis que vous ayez tous répondu à l'appel de la CEEAC et de la Commission de l'Union Africaine, dont je salue la forte implication, pour tracer le cadre de travail qui renforce les accords de Libreville et qui fixe les règles du partenariat entre la République Centrafricaine et toutes les bonnes volontés ici regroupées.

Je déclare ouverts les travaux du Groupe international de contact sur la situation en République Centrafricaine.

Je vous remercie.